



Déclaration

Le gouvernement turc doit respecter les résultats des élections locales

Après les élections locales du 31 mars 2019, nous demandons aux autorités turques d'accepter leur issue. Il est certain que chaque parti a le droit de demander les preuves des résultats s'il y a des doutes sur leur légitimité. Il est cependant inquiétant une semaine après les élections que le résultat final à Istanbul n'a toujours pas été annoncé à cause des appels répétés de l'AKP et du prolongement du processus de recomptage. Ceci est en contradiction avec les précédentes décisions du haut comité électoral, qui a refusé des demandes similaires de la part des partis d'opposition dans plusieurs autres municipalités.

Le climat général lors des élections locales du 31 mars 2019 en Turquie soulève beaucoup de questions, particulièrement en ce qui concerne les médias, la campagne, l'environnement politique, la liberté d'expression en général, ainsi que de sérieuses violations de l'impartialité de la part de l'appareil de l'état en faveur du parti au pouvoir. Par conséquent, la campagne électorale amène certaines questions sur l'équité du processus électoral. Suivant les conclusions préliminaires de la mission de suivi électoral du Congrès des Autorités Locales et Régionales, nous reitons qu'aujourd'hui la Turquie a été privée d'un environnement électoral libre et équitable, ce qui entrave la démocratie turque en général.

C'est pourquoi nous en appelons aux autorités turques afin qu'elles garantissent que le haut comité électoral et le comité électoral provincial aient la possibilité d'effectuer leur travail librement et en toute transparence. Leur travail doit pouvoir être fait en conformité avec l'état de droit. Nous appelons les autorités turques à s'engager à respecter les valeurs du Conseil de l'Europe et à reconnaître la volonté du peuple.